

Service prévention des risques anthropiques  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 13 avril 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Commune de Bâle**

Spiegelgasse 15, Postfach  
4001 Basel

Références : 26-174\_LG/AR  
Code AIOT : 0006702692

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 février 2026 dans l'établissement Commune de Bâle implanté Parking TIR - 68300 Saint-Louis. L'inspection a été annoncée le 15/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection a pour objectif de faire le point sur les mesures de gestion des pollutions liées aux déchets enfouis et sur la demande d'instauration de servitudes d'utilité publique déposée par l'exploitant.

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale prioritaire 2025-2027 de libération du foncier industriel.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Commune de Bâle
- Parking TIR 68300 Saint-Louis
- Code AIOT : 0006702692
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les terrains ont été exploités comme gravière pour l'extraction de granulats des alluvions du Rhin. A l'issue de leur exploitation, les gravières ont été comblées par divers matériaux et déchets de 1950 à 1981 :

- gravière nord : environ 8500 tonnes de déchets chimiques auraient été déposés entre 1951 et 1961, ainsi que des gravats de démolition et des mâchefers et cendre de l'usine d'incinération de Bâle ;
- gravière sud : remblayée principalement avec des mâchefers et cendres de l'usine d'incinération de Bâle (aucun dépôt de déchets chimiques n'est connu ou suspecté pour cette gravière) ;
- gravière ouest : remblayée principalement avec des mâchefers et cendres de l'usine d'incinération de Bâle (aucun dépôt de déchets chimiques).

Dans sa lettre du 25 août 1998, la Ville de Bâle a reconnu être le dernier exploitant des décharges de déchets jusqu'en 1981, date à laquelle les terrains ont été expropriés par l'État français pour y construire la plateforme douanière.

Les arrêtés préfectoraux n° 2005-202-21 du 21 juillet 2005 et du 4 juin 2015 ont encadré les investigations, travaux et surveillance effectués par la Ville de Bâle.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Remise en état	Décret du 21/09/1977, article 34	Demande d'action corrective	4 mois
2	Protection des piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions correctives sont attendues de la part de l'exploitant :

- mise en œuvre des mesures de gestion prévues par le plan de gestion daté du 05 juillet 2019 ;
- réparation et ajout de clôtures afin d'assurer la limitation des accès dans les zones où cela est nécessaire ;
- mise en place d'un dispositif adéquat de sécurité sur les capots de fermeture des piézomètres pour y empêcher l'accès à toute personne non autorisée.

Au regard de la présence de déchets et des pollutions résiduelles, des restrictions d'usage de type Servitudes d'Utilité Publiques seront prochainement proposées au préfet (article L. 515-12 du code de l'environnement).

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 21/09/1977, article 34
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation d'activité

**Prescription contrôlée :**

[...] Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée ou déclarée, son exploitant doit en informer le préfet dans le mois qui suit cette cessation ; il est donné récépissé sans frais de cette déclaration.

L'exploitant doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976. A défaut, il peut être fait application des procédures prévues par l'article 23 de cette loi.

**Constats :**

Il a été constaté que les terrains sont occupés par la plateforme douanière. La majorité du sol du site est revêtue (voiries, parking). Deux bâtiments sont utilisés par les douaniers français ou suisses (2 bâtiments au nord du site, 1 bâtiment en partie centrale). En partie sud du site, un bâtiment est occupé par des sociétés privées qui proposent la réalisation des démarches douanières pour les transporteurs. En partie sud ouest, le site est traversé par l'autoroute A35, où se trouve également les deux postes de douane.

Il a été constaté que le site est entouré par :

- au nord : une zone résidentielle (en limite direct du site) ;
- au nord est : un bâtiment industriel désaffecté (anciennement société MORY) et un site de dépollution des véhicules hors d'usage et de récupération et tri des déchets de métaux ;
- au sud est : la frontière suisse, au-delà de laquelle une zone à vocation industrielle ;
- au sud ouest, au-delà de l'A35 : des infrastructures sportives, un collège et quelques immeubles.

**Accès et clôtures**

Il a été constaté que les clôtures entre la parcelle 52 (zone résidentielle) et la plateforme TIR sont endommagées, ce qui permet l'accès à une zone où la présence de mâchefers en surface a été identifiée lors des différents diagnostics (cf paragraphe « Plan de gestion » plus bas).

Par ailleurs, les parcelles 37 et 33 étaient également facilement accessibles du fait que certaines barrière herras ont été déplacées et que le portail d'accès au nord du site était grand ouvert.

Un résident de l'immeuble voisin a indiqué à l'Inspection que ce site était régulièrement visité par des personnes.

Il a aussi été constaté la présence de bennes, dont certaines contenaient des déchets de démolition. Ces bennes semblaient appartenir à l'entreprise voisine, étant donné les inscriptions figurant sur celles-ci. Le jour de l'inspection, la ville de Bâle (propriétaires des parcelles 33 et 37) n'a pas été en mesure de préciser si cette occupation était autorisée par eux.

**Diagnostic et évaluation des risques sanitaires**

Le plan en Annexe du présent rapport présente la localisation des déchets enfouis.

D'après les différentes études de caractérisation des déchets enfouis (mâchefers, déchets chimiques, gravats de démolition), des teneurs élevées en métaux, en composés aromatiques volatils (max 3 400 mg/kg), en hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP ; max 540 mg/kg), en PCB (max 130 mg/kg), en pentachlorophénol (max 64 mg/kg), dioxines et furanes (max 10 400 mg TEQ/kg), amines aromatiques (max 837 mg/kg), chlorobenzènes (max 434 mg/kg), nitrobenzènes (max 57 mg/kg), sulfonamides (max 1800 mg/kg), barbituriques (max 30 mg/kg) ont été relevées dans ces déchets.

Dans les gaz du sol, au droit de la gravière nord, des teneurs en benzènes (max 11,7 mg/m<sup>3</sup>), toluène (max 953 mg/m<sup>3</sup>), chlorobenzènes (max 13,4 mg/m<sup>3</sup>) et COHV (max 9,3 mg/m<sup>3</sup>) ont été relevées.

Dans les eaux souterraines, les résultats d'analyse de la dernière campagne de surveillance (2021) montre la présence, en aval du site, d'antimoine (max 5 µg/l), de COHV (max 1,69 µg/l), d'amines aromatiques (max 8,5 µg/l), en chlorophénols (max 0,23 µg/l), de toluène-sulfonamides (max 20,4 mg/l) et de butalbital (max 7,2 µg/l).

Par ailleurs, les investigations ont montré la présence de métaux et de dioxines / furanes, marqueurs de la présence de mâchefers, dans les sols de surface et à très faibles profondeurs dans la zone enherbée au nord de la Plateforme TIR et entre celle-ci et la zone résidentielle et le site MORY.

L'évaluation des risques sanitaires n'a pas mis en évidence de risques inacceptables pour les usagers des sites au droit des anciennes gravières et pour les habitants de la zone résidentielle au nord de la Plateforme TIR.

### **Plan de gestion**

Les mesures de gestion retenues dans le plan de gestion (MAVESA Environnement - 05 juillet 2019) sont :

- l'amélioration de la couverture des mâchefers sur une partie (1 500 m<sup>2</sup> environ) de la parcelle 69, en limite des parcelles 57 et 37, consistant au reprofilage des sols, la pose d'un grillage avertisseur, la mise en place d'une couche d'au moins 50 cm de terres saines dont 15 cm de terre végétale en surface ;
- la mise en place de restrictions d'usage.

L'exploitant a indiqué que les travaux d'amélioration du confinement prévus dans le plan de gestion n'ont, à ce jour pas été réalisés.

### **Conservation de la mémoire et restrictions d'usage**

La ville de Bâle a déposé un dossier de demande d'instauration de servitudes d'utilité publique, en application de l'article L. 515-12, afin d'une part, de garder la mémoire de la pollution du site et des déchets présents, et, d'autre part, de limiter le droit de disposer des terrains pour assurer la protection des usagers et du voisinage. Ce dossier est actuellement en cours d'instruction.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Dans un délai d'un mois**, la ville de Bâle doit réparer et compléter les clôtures en bordure des parcelles 52, 37 et 33. Elle doit mettre en place des dispositifs adéquats pour empêcher l'accès aux parcelles 37 et 33 (ancien site Mory).

**Dans un délai de quatre mois**, la ville de Bâle doit réaliser les travaux prévus par son plan de gestion daté du 05 juillet 2019.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

## **N° 2 : Protection des piézomètres**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux souterraines

### **Prescription contrôlée :**

[...] Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance.

<p>Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que le piézomètre PZ2, situé à proximité des immeubles au nord de la plateforme, n'était pas protégé par un dispositif de sécurité empêchant l'accès. En effet, le capot n'était pas cadenassé, le capot de fermeture pouvait donc être facilement ouvert par toute personne non autorisée.</p> <p>Ceci relève d'une non-conformité à la prescription ci-dessus.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u>Dans un délai de quinze jours</u>, la ville de Bâle doit apposer un dispositif adéquat de sécurité pour empêcher l'accès à l'intérieur du piézomètre PZ2. Elle vérifiera également que l'ensemble des piézomètres du réseau de surveillance (arrêté préfectoral du 04 juin 2015) sont convenablement protégés. Elle doit transmettre à l'Inspection les justificatifs attestant de la bonne réalisation des actions correctives demandées (facture, photographies, rapport d'intervention, etc.).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>